

Les crédits

160 milliards de dollars. C'était une lourde dette qui exigeait qu'on prenne des mesures. Mais les conservateurs ont fait passer cette dette à plus de 450 milliards de dollars. Elle a bien plus que doublé. Elle a presque triplé et les conservateurs ne peuvent plus rendre les libéraux responsables des problèmes de la dette.

Ce problème est causé par la mauvaise gestion de l'économie dont se sont rendus coupables les conservateurs. Chaque fois que le gouvernement licencie des centaines de personnes, chaque fois qu'il privatise une société qui finalement est acculée à la faillite, chaque fois qu'il réduit la taille de la fonction publique, ces personnes ne trouvent pas des emplois dans le secteur privé parce qu'il a aussi porté un coup fatal à ce secteur. En conséquence, ces personnes doivent faire appel à l'assurance-chômage et à l'aide sociale. Elles deviennent une charge pour l'économie. Elles deviennent des assistés sociaux. Elles reçoivent l'assurance-chômage et elles contribuent à la dette et au déficit croissants du gouvernement.

C'est la faute de la députée. C'est la faute du gouvernement. Il a mal géré l'économie et c'est pourquoi la dette augmente. Il ne peut plus revenir dix ans en arrière pour rendre les libéraux responsables de ce problème. C'est à cause de lui et de ses politiques inopportunes et mal conçues que nous faisons actuellement face à une dette de près de 450 milliards de dollars.

Cela ne veut pas dire que les libéraux étaient meilleurs que le gouvernement actuel. Comme je l'ai dit, en ce qui me concerne et en ce qui concerne les Canadiens, ces deux partis sont *exaequo*, voués à la perdition.

Lorsque les libéraux étaient au pouvoir en 1979 ou de 1980 à 1984, ils ont réussi, même pendant ces quatre courtes années, à doubler la dette en adoptant des politiques conservatrices. C'est la raison pour laquelle je dis que les libéraux ressemblent à des néo-démocrates lorsqu'ils sont dans l'opposition, mais agissent comme des conservateurs lorsqu'ils sont au pouvoir, et que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ne veulent plus ni des uns ni des autres. Ils ont tous deux donné une mauvaise réputation à la politique et à la démocratie dans notre pays.

Certains ont dit de ce conflit entre les libéraux et les conservateurs, que nous percevons dans cette motion astucieuse que les libéraux sont allés puiser dans le hansard d'il y a près de dix ans pour se venger de la politique des conservateurs, qu'il ressemble un peu à la guerre que se livrent Pepsi et Coca-Cola.

Je dis à la députée et aussi au député du Parti libéral, que beaucoup de Canadiens se disent: «Quelle différence cela fait-il?» Quelle différence cela fait-il qu'un gouvernement libéral ou conservateur soit au pouvoir, puisque les politiques qu'il adopte n'apportent absolument rien de bon aux Canadiens ordinaires?

Le débat d'aujourd'hui sur les transports, et la crise que traversent les deux sociétés aériennes nationales résulte en grande partie de la politique de déréglementation et de non-intervention dans le secteur des transports commencée par le gouvernement libéral et poursuivie par le gouvernement conservateur.

C'est le ministre libéral des Transports, dans les années 80, qui a proposé la politique de déréglementation, en dépit des avertissements des autres à la Chambre, qui disaient que cette politique ne fonctionnerait pas au Canada et conduirait à la destruction des deux sociétés aériennes ainsi qu'à la perte de milliers d'emplois. Malgré cela, pour des raisons idéologiques, les libéraux sont allés de l'avant et ils furent suivis par les conservateurs, car une fois au pouvoir, il n'y a pas de différence entre les conservateurs et les libéraux.

Les conservateurs ont poussé le programme jusqu'à son maximum idéologique, et c'est pourquoi nous voyons aujourd'hui les deux sociétés aériennes en crise. Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés dans le secteur des transports aériens. On se trouve devant deux sociétés qui, avant que les libéraux et les conservateurs n'interviennent, étaient considérées comme étant parmi les meilleures au monde. Regardez ce que nous avons maintenant à cause de la mauvaise gestion des conservateurs. Le même raisonnement s'applique aux chemins de fer.

Je pense aussi aux programmes sociaux, surtout à cause des articles parus hier au sujet du fait qu'un million d'enfants, ici, vivent encore dans la pauvreté. Comment les libéraux peuvent-ils présenter une motion promotionnelle comme celle-là à la Chambre des communes sans l'appuyer par du concret? Pourquoi n'entendons-nous pas parler de leurs propositions quant à la façon de répondre aux besoins de ce million d'enfants vivant dans la pauvreté?

À mon avis, tout ce que font ces deux partis, c'est de se disputer pour savoir lequel obtiendra la plus grosse part du gâteau. Comme quelqu'un l'a fait remarquer lors de la présentation des renseignements sur les dépenses électorales, il s'agit essentiellement de deux partis financés par les grandes sociétés. Ils appartiennent tous deux au système «un dollar — un vote» tandis que le reste de la population canadienne croit plutôt au système «une personne — un vote», c'est-à-dire au système démocratique.